



Association Protection Haut-Béarn Environnement

COMMUNIQUE DE PRESSE du 07-10-2020

La desserte d'Oloron : Le vieux lobby BAP (L'association Béarn Adour Pyrénées),
complètement dépassé par la réalité.

A l'heure de la lutte contre le réchauffement climatique et du développement de modèles économiques modernes et respectueux de l'environnement, BAP apparaît dans un article publié sur le site internet du journal Sud-ouest (07/10/2020), comme un vieux Lobby, qui n'est plus en phase avec la réalité et qui défend de vieux projets.

L'idée que le développement économique passe nécessairement par le développement d'infrastructures relève d'une vision de l'économie complètement dépassée.

En l'occurrence la construction d'une voie rapide entre Oloron et Lescar signerait la mort des commerces oloronais et valléens, puisque les habitants du bassin d'Oloron se trouveraient à quelques minutes des zones commerciales et industrielles de Lescar. C'est justement l'argument utilisé par le lobby BAP lui-même lorsqu'il vend ses routes aux promoteurs de la surconsommation de Lescar : « en vous plaçant à 20 minutes du piémont Oloronais, cette route vous apportera de nouveaux clients» (comprendre des clients qui n'iront plus dans les commerces locaux où ils vont actuellement).

Les sociétés Lindt et Safran sont des entreprises multinationales cotées en bourse, ayant des activités sur les 5 continents. C'est vraiment très mal comprendre l'économie que de penser que 10 minutes de route en plus ou en moins entre Pau et Oloron vont pousser ces mastodontes à revoir leurs schémas d'organisation logistique.

Enfin, nous rejoignons le lobby BAP sur un point, la déviation du Gabarn affiche bien un surcoût problématique. Mais il est important de noter que celui-ci est aujourd'hui estimé à 47,5 millions d'euros (et non 15 millions comme l'annonce BAP) qu'aucune collectivité ne souhaite prendre en charge.

En effet, les estimations que nous avons présentées cet été à Alain Rousset, président de la Région Nouvelle Aquitaine (après projection des chiffres communiqués par la ministre des transports Elisabeth Bornes en 2019), chiffrent le projet de déviation du Gabarn à 109,5 millions d'euros, dont seulement 38,5 millions sont pris en charge par l'état et 23,5 millions par le département. 47,5 millions d'euros (43,4% du projet), ne sont donc toujours pas pris en charge.

Enfin, en ces temps de crise, si les collectivités locales souhaitent maintenir leurs niveaux de prestation d'aides à l'économie et au social, leur participation à ce type de budgets risque encore de se réduire drastiquement.

Il est temps d'évoluer.

www.phbe.fr

Facebook: Protection Haut-Béarn Environnement @phbe64

Instagram : Haut-Bearn Environnement

Twitter: @BearnHaut

Email: contact.phbe@gmail.com